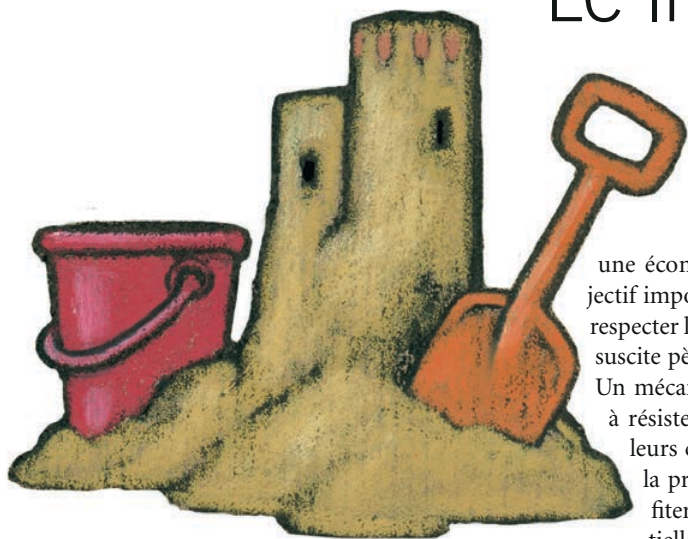


LRD

# Le littoral en mal d'engagement



une économie durable ressemble à un objectif impossible ou irréaliste. Comment faire respecter la côte lorsque les convoitises qu'elle suscite pèsent à ce point de tout leur poids ? Un mécanisme incitatif qui aiderait les élus à résister à la tentation de « développer » leurs côtes reste à inventer. En dehors de la pression des masses qui veulent profiter du trésor tant qu'il en reste, essentiellement deux types de blocages sont à l'œuvre. Les uns ont trait à la culture politique. Les autres relèvent de l'état de la connaissance.

La frange étroite qui réunit la mer et la terre des cinq continents pose à l'humanité un formidable problème de politique publique pour coordonner les activités dont elle est le théâtre. Ces politiques doivent réussir à faire au moins trois choses difficiles. Elles doivent planifier l'urbanisation de manière à la contrôler, veiller à la diversité des activités qui se déroulent sur le littoral pour sortir de la monoculture du tourisme et entretenir les diverses « fonctions » de la côte : sa capacité à protéger les terres, à filtrer les pollutions, à rester un bien commun attractif pour qu'un maximum d'habitants et de visiteurs puissent en jouir.

Là ne s'arrête pas la gageure. Car cette coordination doit s'exercer à plusieurs niveaux. Local et régional d'abord, pour promouvoir une activité économique qui ne laisse pas chacun faire sa petite cuisine destructrice en attendant que des voisins plus vertueux sauvent la beauté des paysages à leur place. Continental, voire mondial ensuite, pour en finir avec l'économie de type « minière » qui se déploie parfois. Par exemple, des propriétaires qui ont écologiquement et socialement sinistré la région côtière près d'Almeria seraient en train d'acheter des terres au Maroc pour y faire la même chose : surexploiter les ressources en eau et profiter d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. En Méditerranée, les promoteurs s'intéressent aux côtes encore quelque peu préservées, notamment à la côte adriatique croate et ses myriades d'îles, qui attire des masses de touristes qui ont contribué à l'urbanisation d'autres côtes désormais moins prisées. De même, la côte bulgare sur la mer Noire est depuis quelques années soumise à un bétonnage effréné.

Elaborer une coordination aussi ambitieuse à une échelle aussi vaste pour empêcher tous ces vices d'avoir libre cours tout en promouvant

Il y a peu de culture écologique ou de sensibilité à l'environnement dans les milieux politiques. Si bien que même lorsqu'une loi protectrice existe, comme c'est le cas en France avec la Loi littoral, il est souvent difficile de la faire appliquer. Pire, au début de l'année, cette loi a échappé de justesse à l'« assouplissement » que maints parlementaires prônent, la jugeant trop restrictive. Tous les bilans montrent pourtant que cela est faux : en vérité, la Loi littoral ne fait que ralentir l'urbanisation des côtes.

Pour infléchir ce manque de culture et de sensibilité, le volet connaissance a besoin d'un coup de fouet. Il reste notamment à créer une organisation internationale chargée de suivre l'état des côtes dans le monde comme il en existe sur la forêt, le changement climatique ou, depuis peu, l'eau. Les données mondiales ou ne seraient qu'euro-péennes sur l'état du littoral sont très rares. D'habitude prompt à publier des rapports sur tout, l'Agence européenne de l'environnement ne dispose pas encore de telles informations. Le premier rapport sur la situation et l'évolution des côtes de l'Union européenne est en préparation, sous la responsabilité de Françoise Breton, experte du littoral et directrice adjointe du Centre thématique européen Environnement terrestre à l'Université autonome de Barcelone, en Espagne. Il paraîtra en 2006.

En attendant que ce rapport aide, avec d'autres données, à changer la culture politique et à accélérer la prudence qui s'impose sur les côtes comme ailleurs sur la planète, la solution la plus en vue est très classique : l'engagement, aujourd'hui sans doute plus crucial que jamais.

Car partout dans le monde, la cause écologique peine à se faire entendre, a fortiori à obtenir gain de cause, comme l'atteste ce dossier. C'est le cas en Italie, où des journalistes courageux cherchent à identifier les responsables d'un trafic de déchets toxiques vers la Somalie. En Asie, où des chercheurs et des écologistes plaident pour une politique d'aménagement des zones côtières qui préserve les mangroves. De même qu'en Espagne, où des manifestations ont lieu en ce moment contre un hôtel en construction en plein parc naturel du Cabo de Gatas-Nijar, petit coin de verdure et de nature encore intact à proximité du désastre des serres d'Almeria.

Plus modestement, mais de façon tout aussi importante, l'engagement passe par le soutien à toutes les initiatives en faveur de l'écologie du littoral. Par exemple : aux agriculteurs en bord de mer qui préservent la biodiversité sur les terrains dont ils s'occupent et optent pour la vente directe, aux hôteliers ou aux gestionnaires des campings qui respectent des principes écologiques (dans leur gestion de l'eau, des déchets, etc.) qui leur permettent d'obtenir le label La clef verte, ou encore aux transporteurs maritimes (plutôt qu'aériens) qui assurent un transit d'un lieu à un autre du littoral ou vers une île.

Bref, l'engagement consiste aussi à soutenir tout ce qui encourage les actions bénéfiques que ce dossier met en avant, évitant dans le même temps de favoriser les dérives qu'il épingle. ■

*Les données mondiales sur l'état du littoral sont rares*